



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

4C1, Place du Portage Phase III

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet BAC - Système de Gestion des Biens	
Solicitation No. - N° de l'invitation 5Z011-170118/A	Amendment No. - N° modif. 011
Client Reference No. - N° de référence du client 5Z011-170118	Date 2017-11-03
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-107-31720	
File No. - N° de dossier 107xl.5Z011-170118	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-11-09	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Conn-Harbinson, Margo	Buyer Id - Id de l'acheteur 107xl
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4663 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	11	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-170118	107xl 5Z011-170118	

QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES

Le 3 novembre 2017

BUT:

La modification vise à:

- A) Préciser les changements apportés dans le document de l'invitation à soumissionner; et**
- B) Répondre aux questions concernant l'invitation à soumissionner.**

A) LES CHANGEMENTS APPORTÉS DANS LE DOCUMENT DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER:

- 1) Dans la partie 7, annexe B – Liste des produits livrables et des services, tableau A – Liste des produits livrables et des services, à l'élément 04, comme suit :**

SUPPRIMEZ:

05 Pour la formation initiale en ligne de l'utilisateur et de l'administrateur Par cours/ par utilisation

REMPLACEZ PAR:

05A	Pour la formation initiale en ligne l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
05B	Pour la formation initiale en ligne de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur

- 2) Dans la partie 7, annexe B – Liste des produits livrables et des services, tableau b – Liste des produits livrables et des services en option, à les élément 13, 14 et 15, comme suit :**

SUPPRIMEZ:

13	Pour la formation initiale sur place de l'utilisateur et de l'administrateur	Par séance de formation
14	Pour la formation continue sur place de l'utilisateur et de l'administrateur	Par session
15	Pour la formation continue en ligne de l'utilisateur et de l'administrateur	Par session/par cours

REMPLACEZ PAR:

13A	Pour la formation initiale sur place de l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
13B	Pour la formation initiale sur place de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur
14A	Pour la formation continue sur place de l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
14B	Pour la formation continue sur place de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur
15A	Pour la formation continue en ligne de l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
15B	Pour la formation continue en ligne de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	11	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-170118	107xl 5Z011-170118	

B) QUESTIONS:

Les questions suivantes ont été posées par des soumissionnaires. Pour faire en sorte que les renseignements transmis aux soumissionnaires soient uniformes et exacts, les questions importantes reçues ainsi que les réponses seront transmises simultanément à tous ceux à qui la demande de soumissions a été envoyée.

QUESTION 90:

Partie 5, Attestations : article 6, Attestations de l'éditeur de logiciel et autorisation de l'éditeur de logiciel

L'État peut-il confirmer que, en vertu de l'article 6.2, dans le cas où le « Soumissionnaire n'est pas l'éditeur de la solution logicielle ou des composants proposés dans le cadre de sa soumission [...] », le gouvernement du Canada s'attend à ce que le présent formulaire soit rempli par l'éditeur de logiciel ou, dans le cas de fournisseurs de services nuagiques pour les composantes relatives à l'infrastructure de la solution proposée, que le présent formulaire soit rempli par le fournisseur de services nuagiques?

RÉPONSE 90:

Oui, quiconque fournit une partie du logiciel ou des composants de la solution proposée doit remplir la pièce jointe 5.1, la pièce jointe 5.2 ou les deux, tel que l'exige la situation.

Si le soumissionnaire est l'éditeur de l'un ou l'autre des composants des logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciels, conformément à la pièce jointe 5.1.

Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de la solution logicielle ou des composants proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciels, dûment signée par ce dernier (non par le soumissionnaire), conformément à la pièce jointe 5.2.

Si les logiciels privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs de logiciels, une autorisation est exigée de chaque éditeur de logiciels.

Aux fins de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciels » désigne le propriétaire de tout logiciel compris dans la soumission, qui détient les droits de propriété intellectuelle et qui a le droit d'accorder une licence (et d'autoriser d'autres personnes à accorder une licence ou une sous-licence) concernant ses produits logiciels.

QUESTION 91

En ce qui concerne la PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, clause 38.0, PLAN DE TEST D'ACCEPTATION, et alinéa 38.3 et 38.4.

Le gouvernement du Canada peut-il préciser pourquoi BAC doit effectuer des tests d'acceptation du système installé « [...] pour vérifier qu'il satisfait à toutes les exigences fonctionnelles énoncées dans les présentes », et ce, avant l'événement de mise en service (alinéa 38.3) et encore une fois pendant une période de 30 jours après l'événement de mise en service (alinéa 38.4)? Le but et l'exigence consistent-ils à effectuer deux tests d'acceptation, et si tel est le cas, quelle est la différence entre les deux événements?

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	11	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-170118	107xl 5Z011-170118	

RÉPONSE 91 :

L'« entrée en service » désigne la date où BAC entreprend la configuration de la solution SGBN pour chacun des secteurs d'activité en répondant à tous les besoins techniques et fonctionnels tel qu'il est indiqué à l'annexe A, Énoncé des besoins.

La clause 38.3 traite de l'essai d'acceptation effectué sur le système installé, tel qu'il est décrit dans le plan de mise en œuvre (clause 37.1) et selon le plan d'essai d'acceptation fourni par le soumissionnaire avant l'entrée en service.

Une fois tous les essais d'acceptation effectués, le responsable technique doit approuver le système avant la date d'entrée en service. La date d'entrée en service sera déterminée d'un commun accord entre le soumissionnaire et BAC le plus rapidement possible après l'acceptation initiale.

La clause 38.4 fait référence à l'acceptation finale du système installé qui est utilisé au quotidien par le personnel de BAC. Une fois que tous les essais d'acceptation ont été effectués durant une période de 30 jours suivant la date d'entrée en service, le responsable technique doit approuver le système (acceptation finale du système).

QUESTION 92:

En ce qui concerne la PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, clause 38.0, PLAN DE TEST D'ACCEPTATION, et alinéa 38.3 et 38.4.

Le gouvernement du Canada peut-il préciser pourquoi BAC doit effectuer des tests d'acceptation du système installé « [...] pour vérifier qu'il satisfait à toutes les exigences fonctionnelles énoncées dans les présentes », et ce, avant l'événement de mise en service (alinéa 38.3) et encore une fois pendant une période de 30 jours après l'événement de mise en service (alinéa 38.4)? Si les tests d'acceptation indiqués à l'alinéa 38.4 sont jugés redondants, le gouvernement du Canada pourrait-il réviser l'alinéa 38.4 pour exiger une « période de 30 jours de surveillance accrue du système pour veiller à ce qu'il fonctionne conformément aux spécifications indiquées dans la DP »?

RÉPONSE 92:

Voir la réponse à la question 91.

QUESTION 93:

En ce qui concerne la partie 7 de l'annexe B, LISTE DE PRODUITS LIVRABLES ET DE SERVICES, tableau A, élément 05.

Pour la formation en ligne initiale des utilisateurs et des administrateurs, nous croyons que BAC serait mieux servi par des séances de formation distinctes pour les utilisateurs et pour les administrateurs. En raison de la nature très différente de chaque cours, par exemple, les administrateurs sont formés sur la sécurité, les permissions et l'administration, sujets qui ne se trouvent pas dans la formation des utilisateurs, le gouvernement du Canada pourrait-il séparer l'élément 5 en deux catégories : 05A pour la formation en ligne initiale des utilisateurs et 05B pour la formation en ligne initiale des administrateurs?

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	11	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-170118	107xl 5Z011-170118	

RÉPONSE 93:

Les soumissionnaires peuvent séparer l'article 5 de l'annexe B en deux articles, comme suit :

05A	Pour la formation initiale en ligne de l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
05B	Pour la formation initiale en ligne de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur

QUESTION 94:

En ce qui concerne la partie 7 de l'annexe B, LISTE DE PRODUITS LIVRABLES ET DE SERVICES, tableau B, éléments 13, 14 et 15.

Nous croyons que BAC serait mieux servi par des séances de formation distinctes pour les utilisateurs et pour les administrateurs. En raison de la nature très différente de chaque cours, par exemple, les administrateurs sont formés sur la sécurité, les permissions et l'administration, sujets qui ne se trouvent pas dans la formation des utilisateurs, le gouvernement du Canada pourrait-il séparer ces éléments en deux catégories : formation des utilisateurs et formation des administrateurs?

RÉPONSE 94:

Les soumissionnaires peuvent séparer les articles 13, 14 et 15 de l'annexe B en deux articles, respectivement comme suit :

13A	Pour la formation initiale sur place de l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
13B	Pour la formation initiale sur place de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur
14A	Pour la formation continue sur place de l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
14B	Pour la formation continue sur place de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur
15A	Pour la formation continue en ligne de l'administrateur	Par cours/ par utilisateur
15B	Pour la formation continue en ligne de l'utilisateur	Par cours/ par utilisateur

QUESTION 95:

En ce qui concerne la partie 7 de l'annexe B, LISTE DE PRODUITS LIVRABLES ET DE SERVICES, tableau A, élément 05 et tableau B, éléments 13, 14 et 15.

Il existe plusieurs « unités de distribution » différentes utilisées pour chacune de ces options de formation dont les limites ne sont pas précisées, par exemple, le nombre d'étudiants par cours ou la durée de chaque cours. Afin d'offrir ces diverses options et d'en simplifier l'évaluation, le gouvernement du Canada pourrait-il modifier l'« unité de distribution » pour toutes ces exigences de formation pour « Par étudiant »?

RÉPONSE 95:

Voir les réponses aux questions 94 et 95.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	11	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-170118	107xl 5Z011-170118	

QUESTION 96:

Objet : DP, partie 7, Clauses du contrat subséquent, section 14.0, sécurité des données et confidentialité, sous-section 14.16

Cette section exige de l'entrepreneur qu'il démontre sa conformité avec le profil PBMM (Protégé B, intégrité moyenne, disponibilité moyenne) de l'informatique en nuage du gouvernement du Canada qui est défini dans le Profil de contrôle de sécurité pour les services de la TI du gouvernement du Canada fondés sur l'informatique en nuage, dont la correspondance a été établie avec le document ITSG-33, Annexe 4A – Profil 1 – (PROTÉGÉ B/Intégrité moyenne/Disponibilité moyenne).

Le gouvernement du Canada n'a pas encore certifié officiellement de fournisseur de services dans le nuage pour les renseignements « Protégé B ». Nous comprenons ainsi qu'aucune solution commerciale dans le nuage n'est conforme à cette section ou avec les règlements actuels du gouvernement du Canada indiqués dans le manuel de la sécurité industrielle et le programme de sécurité des contrats. Est-ce exact?

RÉPONSE 96:

Oui, avant l'« entrée en service », l'entrepreneur doit démontrer en quoi ses pratiques de gestion de la sécurité s'appliquent au profil PBMM.

Le GC tient à jour des profils de contrôle de la sécurité acceptables pour divers niveaux de sensibilité des données. Ces profils de contrôle de la sécurité seront adaptés afin de garantir l'applicabilité des environnements dans le nuage, tout en tenant compte de la responsabilité partagée du fournisseur et du consommateur en matière de sécurité.

Pour améliorer la reproductibilité et la souplesse du processus d'évaluation, le GC schématisera ses mesures de contrôle de sécurité selon les certifications de sécurité internationalement acceptées que possèdent déjà les fournisseurs de services d'informatique en nuage (FSI), par exemple ISO27001, FedRAMP et les contrôles des organismes de service (COS). Les FSI seront en mesure de réutiliser ces certifications afin de fournir au GC une preuve de sécurité requise et ainsi réduire le coût de l'observation de la sécurité; des coûts qui seraient probablement transférés au consommateur sous la forme d'augmentations de prix. Cette approche envers la sécurité vient réduire le temps et les efforts à l'endroit de tout le monde, tout en rehaussant la posture de sécurité du GC.

Un entrepreneur peut être autorisé à traiter des données protégées par le processus d'autorisation de sécurité de la DSIC/DSII, comme il est énoncé à la section 1 de la partie 6 et à la section 13 de la partie 7 de la demande de soumissions. Les exigences de sécurité doivent être respectées avant l'attribution du contrat; ce ne sont pas des exigences qui concernent la clôture de la demande de soumissions.

QUESTION 97:

Objet : Modificatif 006 de la demande de soumission, question 28

Dans la DP, l'engagement de BAC en matière de quantité de stockage est minime. En réalité, une fois la solution établie, la quantité peut s'avérer bien plus importante. Par conséquent, l'approche indiquée dans la DP peut dissuader certains entrepreneurs de soumettre une proposition, puisqu'il n'y a aucune garantie que l'entrepreneur sera en mesure de récupérer son investissement initial pour configurer la solution. BAC peut-il présenter des estimations de ce que les exigences de stockage seront pendant la durée du contrat?

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	11	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-170118	107xl 5Z011-170118	

RÉPONSE 97:

Le minimum annuel garanti est de un (1) téraoctet pour l'accès et de un (1) téraoctet pour la préservation numérique. Le contrat subséquent inclut les options qui consistent à augmenter ou à réduire le stockage au besoin aux fins d'accès et de préservation numérique, et indique le prix par téraoctet.

BAC n'est pas en mesure de fournir une estimation des besoins en stockage pour la durée du contrat étant donné que l'ordre de priorité des projets n'a pas encore été établi.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.